

# Les syndicats vent debout contre la réforme des finances publiques



Hervé George de la CFDT, Christophe Rissel, de la CGT, et Annie Rio, de Solidaires, dénoncent d'une même voix le projet de réforme des finances publiques. (Le Télégramme/Régis Nescop)

***L'intersyndicale des finances publiques proteste toujours contre le projet de réforme Darmanin, synonyme de « casse du service public de proximité et de perte de compétences ».***

La « nouvelle géographie » des finances publiques, conséquence de la réforme du ministre du Budget, Gérald Darmanin, continue d'attirer les foudres de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, Solidaires). Voilà des mois que les syndicats s'opposent à ce qu'ils nomment le « démantèlement programmé des trésoreries de proximité ». Le dernier comité technique local avec la direction, le 5 novembre, a confirmé, selon eux, la réorganisation dont les premiers effets sont annoncés dès septembre 2020.

**« Un vaste chamboule-tout aux dépens des usagers et des patients »**

Pour rappel, à l'échelle du pays de Lorient, la réforme prévoit la fermeture des trésoreries de Port-Louis et de Gourin et la réaffectation à Hennebont de la seule mission « hospitalière » aux dépens de Lorient. Le centre des impôts de Lorient aurait vocation à devenir une « usine à traitement » et le guichet unique du territoire, tout en perdant au passage les missions foncières (gestion de la taxe foncière), concentrées à l'échelle du Morbihan à Ploërmel. « Le début d'un vaste chamboule-tout dans le département, aux dépens des usagers et des agents ».

*À LIRE SUR LE SUJET Finances publiques. Les syndicats contre la réforme Darmanin*

**« Service public low-cost »**

« Cette réforme va à l'inverse de la demande de proximité des usagers », déplore Christophe Rissel, de la CGT finances publiques. La création de maisons France services, comme nouveau gage de proximité, ne les convainc pas davantage. « Les agents, trop peu nombreux, n'auront ni le temps ni la compétence pour répondre de manière détaillée à des dossiers complexes. C'est du service public low-cost », dénonce, pour sa part, Hervé George, de la CFDT, qui, comme Annie Rio, de Solidaires, s'étonne du manque d'engagement des élus locaux. À la demande des syndicats, une rencontre avec des représentants de l'Agglomération devrait avoir lieu dans les prochains jours.